

Keynes et les synthèses néoclassico-keynésiennes : les raisons d'un divorce analytique

Nicolas Piluso, Maître de conférence HDR à l'Université Paul Sabatier de Toulouse

Membre permanent du Certop (Centre d'étude et de recherche Travail, Organisation, Pouvoir, UMR 5044)

A l'aune du développement de modèles macroéconomiques issus d'une nouvelle synthèse entre néoclassiques et keynésiens, il semble intéressant de réactiver une réflexion qui fut particulièrement vive dès les premières tentatives de « colonisation » de Keynes par les néoclassiques : qu'est-ce qui peut expliquer que des économistes se qualifiant de néokeynésiens puissent fournir une grille d'analyse si éloignée des enseignements initiaux de la *Théorie générale* [1]?

A cette question, deux types de réponses sont traditionnellement avancés.

La première réponse que l'on peut trouver est celle de Hicks [2], Lange [3], Lecaillon [4] ou encore Dallemagne [5] : si l'on considère que « Keynes adopte la théorie de la valeur utilité » [5] et que la *Théorie générale* ne traite que d'un cas spécial d'une théorie plus générale qui est celle de l'école néoclassique [3], une synthèse entre Keynes et les néoclassiques est facilement intelligible. Dès lors que Keynes s'appuie sur la théorie de la valeur utilité-rareté, il est logique que ses successeurs aient pu poursuivre ses travaux sur la base de l'appareil conceptuel des néoclassiques.

La seconde réponse est apportée par Barrère [6] et Robinson [7] : d'après cette dernière, « Keynes n'a jamais trouvé une heure pour réfléchir au problème de la valeur ». Or, Barrère soutient, dans la continuité de Schumpeter, qu'aucune théorie économique ne peut être générale sans théorie de la valeur. Ce serait donc l'absence de théorie de la valeur au sein de la *Théorie générale* qui expliquerait sa « colonisation » par la théorie néoclassique.

Les réponses apportées à notre interrogation se cristallisent autour de la théorie de la valeur. Dans le sillage de ces réponses, certains économistes ont cherché les traces d'une théorie de la valeur travail implicite au sein de la *Théorie générale* dans le but d'immuniser Keynes du développement de travaux qui n'auraient de keynésiens que le nom [8, 9].

Cependant, le développement des travaux en macroéconomie montre aujourd'hui que ces tentatives d'intégration de la valeur travail à la théorie keynésienne n'ont pas eu de retentissement particulier. En effet, les modèles post-keynésiens actuels (modèles stock-flux cohérents par exemple) ne s'appuient sur aucune théorie de la valeur particulière. Par ailleurs, la phagocytose de Keynes par les néoclassiques s'est poursuivie avec le modèle WS-PS puis aujourd'hui avec ceux de la « nouvelle synthèse ».

Si ces tentatives de rapprochement post-classique ou marxo-keynésien ont globalement échoué, c'est sans doute parce que le cœur du problème n'est pas la théorie de la valeur.

On rappellera dans un premier temps que toute théorie de la valeur est incompatible avec le projet keynésien d'établir une théorie de l'économie monétaire. Par ailleurs, si l'on remonte au *Traité de la Monnaie* [10], il est aisé de voir que Keynes postule la monnaie, et qu'il n'a nul besoin d'une théorie voisine pour compléter son analyse théorique. Dans la *Théorie générale*, le refus du second postulat classique et le principe de demande effective établissent un lien relativement évident avec les principes posés dans le *Traité de la monnaie*. D'après nous, c'est précisément un **double défaut d'interprétation** du chapitre 2 de la *Théorie générale* (dans lequel Keynes pose le refus du second postulat) qui serait à l'origine de la phagocytose de Keynes par l'école néoclassique. Les développements récents de la macroéconomie restent fidèle à l'erreur d'interprétation du chapitre 2 de la *Théorie générale* soulevée plus haut.

1. Théorie de la valeur, théorie de la monnaie et postulat de la monnaie

Comme le souligne Segura [8], une lecture rapide de la *Théorie générale* laisse penser que Keynes n'a pas traité de façon séparée la théorie des prix et la théorie de la valeur.

D'après Barrère [6], cette absence de séparation n'est finalement le signe que d'une absence de théorie de la valeur.

Or, deux passages tirés de la *Théorie générale* semblent indiquer l'inverse. En parlant de la théorie de la valeur et de la monnaie, Keynes affirme qu'« un des buts des chapitres précédents a été de

nous libérer de cette double existence et de rétablir une étroite connexité entre la théorie des Prix dans leur ensemble et celle de la Valeur. La division de l'Economie entre Théorie de la Valeur et de la Distribution d'une part et en Théorie de la Monnaie d'autre part nous paraît erronée » [1, p. 293-294]. Par ailleurs, il précise que « si le volume de production est pris comme une donnée, [...] il n'y a rien à objecter à l'analyse de cette école [classique¹] concernant la manière dont l'intérêt individuel détermine le choix des richesses produites, les proportions dans lesquelles les facteurs de production sont associés pour les produire et la répartition entre ces facteurs de la valeur de la production obtenue » [1, p. 297].

Keynes semble donc ici à la fois vouloir intégrer la théorie de la monnaie à la théorie de la valeur, mais aussi accepter les enseignements de l'école néoclassique en matière d'allocation des ressources (donc la théorie de la valeur utilité-rareté).

Cependant, l'auteur de la *Théorie générale* sème la confusion en prétendant que « nos préférences vont [...] à la doctrine pré-classique selon laquelle c'est le travail qui produit toute chose [...]. Il est préférable de considérer le travail [...] comme le seul facteur de production » [1, p. 221]. Ici, Keynes semble adhérer à l'approche ricardo-marxienne de la valeur travail.

Or, la théorie de la valeur néoclassique comme celle de la valeur travail posent un problème jusqu'à non résolu de compatibilité avec la théorie de la monnaie.

1.1. L'incompatibilité entre théorie de la valeur et théorie de la monnaie chez les néoclassiques

Dans le modèle d'équilibre général d'Arrow-Debreu (qui est à horizon fini), il a été démontré que la monnaie n'est pas intégrable dans les fonctions d'utilité puisque le prix d'équilibre de la monnaie est nul [11].

Cartelier [12] explique fort bien ce résultat : « L'économie formalisée par Kenneth Arrow et Gérard Debreu a un horizon fini. Elle est supposée s'achever à la période T, à partir de laquelle les individus vont cesser de faire des transactions et se contenter de consommer les biens acquis. Il en résulte qu'aucun individu ne souhaite se trouver détenteur de monnaie à la fin de la période T, puisqu'elle ne lui servira plus à rien. Il sait que personne ne l'acceptera durant cette période et se gardera donc, pour cette raison, d'en détenir également à la fin de T-1. Mais il en va de même pour tout le monde. Par récurrence, on en déduit que personne n'en voudra non plus en T-2, T -3, etc. Finalement, elle ne sera demandée à aucune période de telle sorte que l'offre, égale à la quantité existante de monnaie (supposée exogène, c'est-à-dire ici déterminée par les autorités monétaires), excédera la demande sauf pour un prix nul, seul prix d'équilibre possible ».

Si la théorie de la valeur n'est pas invalidée pour autant, il n'en demeure pas moins que l'absence totale de monnaie dans l'analyse est problématique puisqu'elle interdit de penser le déroulement des échanges marchands décentralisés. Etant donné que la loi néoclassique de l'offre et de la demande est incompatible avec l'existence d'une monnaie au sein de l'économie, elle s'en trouve par là-même totalement invalidée : l'allocation initiale des ressources est connue, l'allocation finale optimale est également connue grâce au théorème d'existence de l'équilibre général, mais il est impossible de rendre compte de la façon dont l'économie transite de l'une à l'autre.

La connexion entre valeur et monnaie pose également problème chez Marx.

1.2. L'incompatibilité entre théorie de la valeur et théorie de la monnaie chez Marx

Chez Marx, la « genèse » renvoie à la théorie de la valeur dont le point d'aboutissement est la monnaie ; la première des fonctions de la monnaie, mesure des valeurs, est le point d'aboutissement de l'évolution des formes de la valeur.

Après avoir étudié la valeur, Marx passe à l'analyse de ses formes de manifestation. Lorsque deux marchandises s'échangent, ces dernières jouent chacune un rôle indissociable l'un de l'autre mais opposé. La première marchandise (que l'on appelle A) exprime sa valeur au travers d'une seconde (B). « A » est la forme relative, « B » la forme équivalent, c'est-à-dire que « A » exprime sa valeur relativement à une autre marchandise, qui est son miroir de valeur. Dans l'expression « A » = « B »,

¹ précisé par nous.

le signe égal signifie non seulement identité qualitative, en tant que formes phénoménales d'une même substance, la valeur, mais aussi égalité quantitative, en tant que cristallisation d'une même grandeur de valeur. Elle stipule que « A » exprime sa valeur grâce à la rencontre de « B ». Il existe donc un sens de lecture de cette *égalité* et en tant que membre de gauche, « A » ne peut jouer le rôle de « B » et vice versa.

Cependant, si la valeur de « A » peut-être exprimée par « B », elle peut l'être tout aussi bien par les marchandises « Z », « V » ou « Y ». Marx passe alors à l'analyse de la forme développée de la valeur.

Dans cette dernière forme, « A » exprime sa valeur au travers d'une multitude de marchandises : la valeur des marchandises revêt indifféremment toute forme de valeur d'usage [13]. La grandeur de valeur de chacune des marchandises règle les proportions dans lesquelles elles s'échangent.

C'est l'inversion de la forme 2, nous dit Benetti [14] qui est cruciale dans la tentative d'intégration de la monnaie à la théorie de la valeur.

L'équivalent est la forme officielle de la valeur, l'expression sociale du monde des marchandises [13]. Pour qu'une marchandise s'isole et devienne équivalent général ou monnaie, il faut qu'elle soit rejetée du monde des marchandises. L'équivalent n'est plus une marchandise en ce sens qu'elle incorpore une valeur immédiatement sociale. Elle possède le monopole social de forme d'expression des valeurs.

Benetti et Cartelier finissent par rejeter la théorie de la valeur de Marx dans la mesure où à leurs yeux, toute tentative d'intégration de la théorie de la monnaie à la théorie de la valeur est vouée à un échec [16]. Exposons ce point de vue.

La forme développée de la valeur (F2) ne signifie pas qu'une marchandise exprime sa valeur relative en toutes les autres, et qu'elle possède donc (N-1) équivalents particuliers dans un monde à N marchandises. La caractéristique de cette forme F2 est précisément l'absence d'équivalent unique. En fait, il existe N (N-1) expressions des valeurs relatives et donc la même quantité d'équivalents particuliers. Dans ce type d'organisation sociale, il n'existe donc pas de marchandises mais de simples produits ou valeurs d'usage. Cette absence d'équivalent général fait que les relations sociales ne peuvent être mesurées par des grandeurs, des prix, constitutives des relations économiques.

Dans la forme valeur générale, F3, les marchandises expriment leur valeur par rapport à une seule et unique marchandise. Il existe donc un équivalent général qui permet la formation des valeurs relatives. C'est seulement à partir de ce stade que les produits du travail deviennent marchandises. Or, d'où vient, d'après Marx, cette forme F3 ? Elle émane de l'inversion de F2. Or, l'inverse de F2 ne peut qu'engendrer sa propre image, c'est-à-dire F2.

D'après Benetti, il n'est possible d'obtenir F3 par inversion de F2 que si l'on postule au stade de F2 l'unicité de la marchandise qui exprime sa valeur relative. « Or, une telle hypothèse est arbitraire et incompatible avec la forme F2 elle-même » [14]. Il n'est finalement pas possible de déduire la forme monnaie de la forme développée car l'inversion de la forme développée ne donne pour résultat qu'elle-même, c'est-à-dire la forme développée. Dans le même ordre d'idée, Deleplace [17] parle de « *rupture* » entre F2 et F3 et le fait que la monnaie renferme une valeur validée d'emblée par la société empêche de considérer qu'elle émane du monde des marchandises.

Benetti en conclut radicalement, compte tenu de ce que F3 n'est pas le résultat de l'inversion de F2, que le lien entre monnaie et valeur doit être rejeté. Il rejoint ainsi Cartelier qui considère que l'opposition fondamentale entre les courants théoriques n'est finalement pas la théorie de la valeur, mais le choix entre analyse réelle (constitutive de la théorie de la valeur) et analyse monétaire (constitutive du « postulat de la monnaie »). La théorie de la valeur serait par construction incompatible avec une théorie de l'économie monétaire. Il s'avère qu'en l'état actuel des connaissances, il est impossible de construire une théorie monétaire de l'économie réelle [16]. Entre

valeur et monnaie, il est nécessaire de choisir ; Keynes a fait son choix dès 1930 dans le *Traité de la monnaie*.

1.3. Le choix du postulat de la monnaie dans le *Traité de la monnaie*

Dès 1930, Keynes considère que la monnaie ne se déduit pas d'une théorie de la valeur des marchandises ; il considère que l'Etat institue la monnaie et que ce faisant, l'économie est d'emblée monétaire. C'est ce que Cartelier [18] appelle le postulat du numéraire ou postulat de la monnaie. Le fait que la monnaie doit être le concept premier de la théorie économique en lieu et place du concept de nomenclature de biens (liste de biens dont sont initialement dotés les individus dans la théorie néoclassique) retentit immédiatement sur la théorie des prix.

Un modèle monétaire avec postulat de la monnaie [19, 20] possède les caractéristiques suivantes :

- les prix sont formés par le rapport de la demande à l'offre quand bien même ces dernières ne sont pas égales ; ces prix sont d'emblée monétaires ;
- la fonction d'unité de compte de la monnaie est inséparable de la fonction d'intermédiaire des échanges : sans moyen d'échange, l'échange et donc le prix de marché ne peut pas se former. Inversement, sans unité de compte, il ne saurait exister de prix monétaire.
- les échanges se déroulent de façon décentralisée qu'il y ait équilibre ou non ; les décisions d'offre et de demande sont irrévocables dans le cadre de la période et sont sanctionnées par le marché.

Ce type de modèle applique la règle de prix de Shapley-Shubik. Jean Cartelier [19] précise que cette règle « remonte, en fait, au moins à Cantillon, écrivant vers 1730 que « les prix se fixent au marché par la proportion des denrées qu'on y expose en vente et l'argent qu'on y offre pour les acheter » ». Le prix monétaire d'un bien i est déterminé par le rapport entre la demande de ce bien exprimé en monnaie et l'offre réelle. Quand la demande en volume est égale à l'offre, alors le prix monétaire du bien équivaut au prix monétaire anticipé par les consommateurs. Si tel n'est pas le cas, alors le prix monétaire effectif se différencie du prix anticipé.

Comme le montre Bauvert [21], la théorie des prix qu'expose Keynes dans le *Traité de la monnaie* n'est jamais qu'une reformulation de la règle de Cantillon. En effet, Keynes montre que le prix monétaire des biens de consommation est égal à la somme du coût moyen et du profit (égal à la différence entre le coût de production des biens d'investissement et l'épargne). On retrouve bien ici la règle de Cantillon, en vertu de laquelle le prix monétaire est égal au rapport entre la valeur de la demande (somme du coût et du profit ou des pertes) et le volume de l'offre.

La logique de Keynes consiste à distinguer les situations où les entrepreneurs sont à l'équilibre, des situations où il existe un profit excédentaire ou des pertes. Contrairement à la théorie standard des prix pour laquelle aucune situation effective en dehors de l'équilibre n'est possible, Keynes s'inscrit dans une tradition d'analyse en termes de *déséquilibre réalisé*.

La question qui se pose est maintenant de savoir si Keynes a conservé ces mêmes choix conceptuels dans la *Théorie générale*. La réponse à cette question est positive.

2. Le rejet keynésien du « second postulat » : une signification double

2.1. Le rejet du second postulat et son interprétation traditionnelle

Le rejet par Keynes du second postulat classique (« l'utilité du salaire quand un volume donné de travail est employé est égale à la désutilité marginale de ce volume d'emploi ») a, selon nous, une double signification. C'est à cet égard que nous affirmons que l'interprétation traditionnelle de ce rejet est sujette à une double méprise.

Dans le chapitre 2 de la *Théorie générale*, Keynes fait reposer son rejet du second postulat sur deux observations :

- la première est qu'une augmentation du niveau général des prix n'entraîne pas un retrait de la main d'œuvre du marché du travail, contrairement à ce qu'il se passe lorsque c'est le salaire monétaire qui diminue. Keynes reformule cette proposition en soulignant qu'« il est possible que

dans une certaine limite les exigences de la main d'œuvre portent sur un minimum de salaire monétaire et non sur un minimum de salaire réel » [1] ;

- alors que la théorie traditionnelle soutient que les négociations salariales aboutissent à la fixation du salaire réel, il est vraisemblable qu'elles portent en fait sur le salaire monétaire [1].

L'interprétation traditionnelle de ce rejet fait référence à l'analyse de Leontief qui, dans un article de 1936, rappelle que dans un système d'équilibre général avec monnaie, la rationalité des agents économiques implique la propriété d'homogénéité de degré 0 des fonctions d'offre et de demande par rapport aux prix : ces derniers ne sont pas victimes de l'illusion monétaire, et par conséquent la monnaie est neutre. La thèse de Keynes consisterait à dire que le postulat de rationalité des agents n'est pas vérifié parce que ceux-ci sont victimes de l'illusion monétaire.

Une telle interprétation trouve son expression la plus claire dans le modèle offre/demande agrégée avec offre de biens croissante. C'est parce que les salariés sont victimes de l'illusion monétaire que l'offre de bien augmente avec le niveau des prix : toute augmentation des prix entraîne une baisse du salaire réel ignorée par les salariés. De ce fait, les entreprises doivent augmenter le niveau d'emploi pour ajuster la productivité marginale du travail au salaire réel et ainsi maximiser leur profit².

Pourtant, le rejet du second postulat classique signifie bien plus qu'une simple illusion monétaire des agents économiques.

2.2. La double signification du rejet du second postulat

La signification la plus immédiate du rejet de ce postulat classique est que les salariés n'ont pas la possibilité de maximiser leur utilité et donc de se situer sur leur courbe d'offre de travail. En comparaison, les entreprises peuvent maximiser leur profit en ajustant productivité marginale du volume d'emploi et salaire réel, puisque Keynes accepte le premier postulat. Une telle posture de Keynes lui permet d'exprimer l'idée selon laquelle les entreprises ont le pouvoir d'imposer leurs décisions d'emplois aux salariés. Autrement dit, il existe une asymétrie de statut entre entrepreneurs et salariés [12, 18]. Ce n'est pas tant un rejet de l'hypothèse de rationalité qu'un refus d'une vision purement contractuelle du marché du travail dans laquelle salariés et entrepreneurs négocient à « armes égales ». C'est à partir de cette hypothèse d'asymétrie qu'il est possible de rendre compte de l'existence d'un chômage involontaire en situation de prix flexibles et de concurrence parfaite [22, 23].

La seconde signification du second postulat est que l'économie est d'emblée monétaire.

Mais il faut explorer le chapitre 3 de la *Théorie générale* (sur le principe de la demande effective) pour le comprendre.

Le principe de la demande effective est le cœur de la théorie keynésienne de la détermination du revenu et de l'emploi. Il ne consiste pas en un processus marchand d'ajustement de l'offre et de la demande à prix fixe comme le considèrent les économistes standards. Il confronte une courbe de « prix d'offre globale » et une courbe de « prix de demande globale » qui n'ont d'existence que dans l'anticipation des entrepreneurs.

Le prix d'offre globale « est le produit qui est juste suffisant pour qu'aux yeux des entrepreneurs, il vaille la peine d'offrir ce volume d'emploi » [1]. La courbe de prix d'offre globale décrit l'évolution du coût de production (somme des coûts d'usage et des facteurs) auquel est ajouté un profit minimum acceptable. Le principal coût de production est le salaire pris dans sa dimension monétaire, en vertu du rejet du second postulat : d'après Keynes, une situation où la main d'œuvre stipule en salaire nominal plutôt qu'en salaire réel n'est pas qu'une simple possibilité, mais le cas normal. L'auteur de la *Théorie générale* substitue donc le salaire monétaire au salaire réel comme objet des négociations salariales. Or, le salaire est un élément du coût de production. Or, le coût de production est un élément du prix d'offre globale. En outre, c'est par comparaison du prix d'offre globale et de la valeur de la demande attendue qu'est déterminé le niveau de production. La production chez Keynes a ainsi d'emblée une dimension monétaire. Car pour calculer un coût de

² Cartelier [18] a montré que ce modèle de la synthèse néoclassico-keynésienne se révèle fallacieux car surdéterminé : il faut choisir entre marché de la monnaie et hypothèse d'illusion monétaire.

production, il faut prendre en compte le coût en salaire qui est monétaire ainsi que d'autres éléments de coûts et un profit qui eux aussi sont nécessairement monétaires [24]. La circulation de la production appelle donc une certaine quantité de monnaie. Mais rien n'assure que cette quantité de monnaie soit celle juste nécessaire pour apurer le marché. Si cette quantité est supérieure à celle nécessaire, alors il faut faire appel au concept de thésaurisation. Mais si la thésaurisation est possible, alors l'offre ne crée plus nécessairement sa propre demande. « Dès l'instant où il introduit dans son système un prix, c'est-à-dire une valeur exprimée en monnaie, Keynes transforme radicalement son analyse. Toutes les autres valeurs et, corrélativement, la production globale vont être directement et immédiatement obtenues en monnaie, par simple comparaison avec ce prix devenu base de toute l'économie » [4]. Par conséquent, il peut y avoir insuffisance ou excès de liquidité dans l'économie. A défaut d'un mécanisme régulateur, il faut envisager soit que la politique bancaire fera varier la circulation monétaire pour la situer à un niveau convenable, soit qu'un phénomène inconnu des classiques va se manifester, à savoir la thésaurisation de la portion en excès, ou, s'il y a insuffisance, la déthésaurisation de fonds antérieurement thésaurisés. Par conséquent, le refus du second postulat classique revient bien à introduire la possibilité de déséquilibre et à rejeter la loi de Say en liaison avec la monétarisation de l'économie qu'il provoque.

Keynes suit donc dans la *Théorie générale* le chemin qu'il a lui-même tracé dans la *Traité de la monnaie* : l'économie est considérée comme d'emblée monétaire. Dans la *Théorie générale*, Keynes substitue à la dichotomie néoclassique prix réel/prix monétaire la distinction entre prix anticipés et prix effectif.

En effet, selon le principe de la demande effective, le profit anticipé de l'entrepreneur est maximisé au point où la courbe de prix d'offre globale coupe la courbe de demande globale.

C'est uniquement en ce point que les niveaux de production et d'emploi deviennent effectifs. Mais rien n'assure que ces derniers correspondent à un quelconque équilibre des marchés du travail et des biens. Si le point de demande effective n'est pas validé dans le domaine des grandeurs réalisées, le prix anticipé diffère du prix effectif. Le prix anticipé est celui déterminé par l'intersection des courbes de prix d'offre et de demande. Les prix et les quantités de biens correspondant à la demande effective sont des grandeurs d'équilibre.

Elles sont établies par un processus de tâtonnement dans l'anticipation de l'entrepreneur dont le but est d'annuler l'écart entre le prix d'offre globale et le prix de demande globale.

Le prix anticipé peut différer du prix réalisé parce que le taux de salaire nominal effectif peut être différent du salaire nominal anticipé et la demande anticipée peut différer de la demande réalisée. S'il y a excédent d'offre sur la dépense, il y a augmentation du capital liquide (les stocks) et une baisse des grandeurs nominales. Si au contraire la demande est excédentaire, le processus de multiplication entraîne une pression à la hausse sur les prix effectifs. De période en période, la succession des points de demande effective constitue un processus de tâtonnement qui n'a rien à voir avec la vision néoclassique puisque les situations de déséquilibres sont effectives et que rien n'assure que le processus aboutisse à un équilibre de l'offre et de la demande.

Il s'avère donc que si la *Théorie générale* a pu être « colonisée » par la théorie néoclassique, ce n'est ni par adhésion de Keynes à la théorie de la valeur-utilité-rareté, ni par absence de théorie de la valeur, mais parce que les lecteurs de Keynes n'ont pas pris la pleine mesure durejet du « second postulat ». C'est ce que nous allons maintenant constater.

3. Refus du second postulat et synthèses néoclassico-keynésiennes

L'anti-keynésianisme des différentes synthèses « néoclassico-keynésiennes » a pour origine la réhabilitation totale du second postulat classique sur lequel repose à la fois la symétrie du rapport salarial et le caractère a-monétaire de l'économie. Une seule exception à ce constat existe : il s'agit du modèle IS-LM de Hicks [2].

3.1. L'origine de la synthèse : le modèle IS-LM

Le modèle IS-LM, souvent décrit par les keynésiens radicaux [25], possède pourtant deux caractéristiques fondamentalement keynésiennes : il ignore le second postulat classique, postule l'asymétrie du rapport salarial, et rompt la dichotomie entre « secteur réel » et « secteur monétaire ».

Dans ce modèle en effet, l'offre de travail des ménages est totalement désactivée. Cela ne signifie pas que l'offre est inexistante, mais qu'elle est dénuée de pouvoir dans la détermination du niveau d'emploi. Seul l'équilibre des producteurs (à travers l'équilibre du marché des biens) influe le marché du travail. On dit alors que la loi de Walras est restreinte, au sens où le marché du travail en est écarté : l'équilibre simultané de tous les marchés peut coexister avec un déséquilibre sur le marché du travail (d'où le concept d'équilibre de chômage involontaire).

La possibilité du chômage n'est donc pas due à la rigidité des prix, du salaire ou du taux d'intérêt, mais au rejet de la fonction d'offre de travail néoclassique : rien n'assure que l'équilibre macroéconomique (ici, l'équilibre simultané du marché des biens et de la monnaie) corresponde à une situation de plein-emploi de la main d'œuvre. Autrement dit, l'équilibre général peut s'accompagner d'un certain niveau de chômage involontaire.

Sur la question des rapports entre « secteur réel » et « secteur monétaire », le modèle IS-LM rompt avec la dichotomie classique et donc la théorie quantitative de la monnaie. Tout accroissement de la masse monétaire ne se traduit pas par une augmentation du niveau général des prix, mais par un accroissement du revenu global via la baisse du taux d'intérêt et la hausse de l'investissement.

3.2. Le keynésianisme d'IS/LM balayé par les modèles OG-DG et WS-PS

Les versions suivantes du modèle IS-LM vont totalement balayer ce qu'il restait de keynésien dans ce modèle. Le second postulat est tout simplement réintroduit par le biais d'une hypothèse d'illusion monétaire à court terme. Certes, les salariés ne peuvent pas à court terme égaliser leur désutilité marginale au salaire réel, mais ils retrouvent leur plein pouvoir sur le marché du travail dès lors que les erreurs d'anticipation sont corrigées. En d'autres termes, l'hypothèse d'illusion monétaire du modèle Offre globale-Demande globale (OG-DG) n'est pas tant une hypothèse d'asymétrie de statut (conformément à l'esprit de Keynes), mais une hypothèse d'asymétrie d'information entre patrons et salariés (les patrons étant supposés immunisés contre l'illusion monétaire).

Dans le modèle OG-DG, la rigidité du salaire nominal permet d'obtenir un équilibre avec du chômage doté d'une propriété keynésienne : il y a efficacité des relances budgétaire et monétaire. Néanmoins, on ne retrouve pas à travers ce modèle les conclusions du chapitre 19 de la *Théorie générale*. Rappelons en effet que pour Keynes, la baisse du salaire nominal est susceptible non pas de rétablir le plein-emploi, mais au contraire d'aggraver le chômage en déprimant la demande effective. Or, dans le modèle OG-DG, la baisse du salaire nominal induit mécaniquement une hausse de la demande de travail et une réduction du chômage.

Ainsi, lorsque baisse le salaire nominal, la hausse de la rentabilité des firmes les pousse à produire plus pour le même niveau de prix. Cela crée un excès d'offre sur le marché des biens qui se résorbe par une baisse des prix. Cette baisse rééquilibre le marché des biens car elle stimule la demande via l'augmentation des encaisses réelles et donc la baisse du taux d'intérêt, et freine l'offre par l'augmentation du salaire réel.

La courbe d'offre globale peut en fait être dérivée de la relation de Phillips revue et corrigée par les économistes néoclassiques (Mankiw G. [27]). Si de nombreux keynésiens s'y réfèrent dans le cadre de travaux d'économétrie, le concept de chômage qui n'accélère pas l'inflation (le « NAIRU » en anglais) peut difficilement être qualifié de keynésien. Il constitue un changement radical par rapport à l'argument keynésien selon lequel l'inflation n'est pas à redouter tant que les augmentations de la demande effective n'exercent pas des pressions sur une offre de biens bornée par le plein-emploi de

la main d'œuvre et/ou des capacités productives. Or, le concept de NAIRU implique que les augmentations de demande, en réduisant le taux de chômage en deçà du NAIRU, provoquent une inflation accélérée tant que le taux de salaire réel n'est pas redescendu à son niveau initial. Dans un tel cadre, la politique économique, qu'elle soit monétaire ou budgétaire, est vouée à l'échec compte-tenu de ce qu'à long terme, le salaire réel est constant. Elle ne provoque que de l'inflation et ne diminue pas le chômage. Rappelons que le NAIRU ne dépend, outre le rythme de croissance des gains de productivité, que des revendications salariales en matière de taux de croissance de salaire et de la sensibilité des accroissements de salaire au taux de chômage. Il serait hasardeux de qualifier ces déterminants de keynésiens. Ainsi, pour diminuer le NAIRU, il faut réduire les revendications salariales, diminuer le poids des syndicats, diminuer le salaire minimum et/ou les prestations chômage, bref rendre le marché du travail plus concurrentiel.

Le modèle WS-PS (Wage Setting-Price Setting) va encore plus loin dans le rejet du keynésianisme. Celui-ci est l'expression macroéconomique des « nouvelles théories du marché du travail » au sein desquelles le salarié retrouve pleinement son pouvoir de négociation dans son rapport à l'entrepreneur. La thèse soutenue est simplement l'inverse de Keynes : alors que pour ce dernier, la possibilité de chômage réside dans l'asymétrie du rapport salarial et la soumission du salarié aux décisions d'emploi des entreprises, le modèle WS-PS fait du comportement actif des salariés en matière de productivité l'origine du chômage : parce que tricheur et paresseux (modèle du tire-au-flanc) ou trop exigeant en matière de salaire (modèle de négociations salariales), les entreprises sont contraintes de rémunérer les salariés au-dessus du salaire réel d'équilibre. En d'autres termes, s'il y a chômage, c'est parce que les salariés pèsent un poids trop important dans la relation salariale...

Une telle analyse retentit sur les préconisations en matière de politique économique. En l'absence de rigidités de prix, les politiques économiques conjoncturelles sont inefficaces, la monnaie reste neutre et seuls des ajustements dans la structure du marché du travail peuvent faire diminuer le taux de chômage d'équilibre de l'économie. Le caractère monétaire de l'économie est donc lui aussi balayé.

3.3. La nouvelle synthèse

La nouvelle synthèse « néoclassico-keynésienne » est née d'une combinaison de l'approche dynamique des théories du cycle réel (néoclassiques) et de différentes hypothèses d'imperfection des marchés (« keynésiennes ») qui permettent à la politique économique de retrouver son rôle de stabilisateur conjoncturel. Cette approche est connue sous le nom de « modèles d'équilibre général dynamiques stochastiques ».

Le modèle de Woodford [26] est assez représentatif de cette nouvelle famille de modèles.

Trois équations le composent :

- Une courbe IS intertemporelle qui relie la demande globale au taux d'intérêt réel anticipé et au revenu futur anticipé ; la demande globale est bien sûr une fonction décroissante du taux d'intérêt réel ; une telle relation découle du processus d'optimisation de l'utilité inter-temporelle d'un ménage représentatif ;
- Une courbe OG ou nouvelle courbe de Phillips, qui fait de l'inflation courante une fonction de l'inflation anticipée à la période courante pour la période future, ainsi que de l'« output gap », soit l'écart entre le revenu global courant et le revenu global « naturel » de long terme ; plus le revenu courant s'élève au-dessus du revenu naturel de long terme, plus l'inflation est élevée ;
- une règle de politique monétaire fixée par la banque centrale : le taux d'intérêt courant est fixé en fonction de l'inflation constatée à la période courante et de l'« output gap ».

Les variables endogènes sont le produit global, le taux d'intérêt nominal de court terme et le taux d'inflation de la période courante. A long terme, le taux d'intérêt nominal, le niveau général des prix et l'inflation anticipée sont tels que le taux d'intérêt réel effectif correspond au taux naturel. Le produit naturel et le produit effectif coïncident également, de sorte que la monnaie reste neutre à

long terme. Autrement dit, le caractère monétaire de l'économie est parfaitement artificiel au sens où la monnaie n'agit qu'à court terme en raison d'imperfection(s) de marché.

L'imperfection de marché qui est présente ici est formalisée par la nouvelle courbe de Phillips. Elle résulte d'un processus d'optimisation particulier, le problème supposé des entrepreneurs étant de maximiser leur profit, ou, de façon symétrique, de minimiser leurs pertes.

Dans le processus de *pricing* à la Calvo, seule une proportion d'entrepreneurs pourront modifier leur prix à chaque période ; les autres entrepreneurs laissent leur prix inchangé (dans une proportion ϕ). Le problème d'optimisation est de minimiser les pertes des entrepreneurs liés au fait qu'à certaines périodes, ils ne peuvent ajuster leur prix au niveau optimal. Ce problème d'ordre microéconomique débouche sur la nouvelle relation de Phillips qui fait dépendre l'output gap non pas de l'inflation anticipée dans la période précédente pour la période courante, mais de l'inflation anticipée dans la période courante pour la période suivante. En raison de la rigidité supposée des prix, un écart entre l'inflation effective et l'inflation anticipée pour la période suivante produit un écart entre le produit ou revenu courant et le produit ou revenu naturel. La politique économique peut donc avoir un effet à court terme sur les variables réelles.

Il est cependant important de préciser qu'implicitement, le marché du travail fonctionne comme l'envisage la plus pure tradition néoclassique. Dans les modèles de type « DSGE », l'économie est en situation de plein-emploi à long terme ou de sous-emploi lorsque le produit global courant est en-dessous du produit naturel. Néanmoins, sous-emploi ne signifie pas chômage, *mais niveau de plein-emploi inférieur au niveau de plein-emploi de la concurrence parfaite*. Il n'y a donc aucun écart entre l'offre et la demande de travail, qui s'ajustent automatiquement grâce à la flexibilité du salaire réel. Autrement dit, les modèles de la nouvelle synthèse ignorent le chômage involontaire keynésien parce qu'ils présupposent la validité totale du « second postulat classique » et ne modélisent pas, comme le modèle WS-PS, une rigidité à la baisse du taux de salaire réel.

Une fois de plus donc, cette nouvelle synthèse ignore le rejet keynésien du second postulat dans sa double dimension (monnaie et asymétrie du rapport salarial).

Conclusion

Dans un article de 1991, Segura concluait la réflexion de la façon suivante : « Il semblerait que contrairement aux propos de Joan Robinson, dont A. Barrère dit qu'ils avaient une connotation ironique, c'est parce que Keynes a longuement réfléchi au problème de la valeur qu'il n'en a pas parlé dans la *Théorie générale* » [8]. Peut-être avait-il conscience effectivement des problèmes que posent la coexistence des théories de la valeur et de la monnaie et du nécessaire choix analytique à effectuer dès lors qu'on souhaite rendre compte du fonctionnement d'une économie monétaire. C'est sans doute en cela que Keynes souhaitait, à travers l'écriture de sa *Théorie générale*, « saper les fondements ricardiens du marxisme » [1].

C'est donc pour avoir mépris et ignoré la force conceptuelle du rejet du « second postulat classique » que les synthèses néoclassico-keynésiennes se sont éloignées de l'approche keynésienne en la dénaturant et en la réduisant à un simple problème de rigidité des prix sur des marchés en concurrence imparfaite.

Bibliographie

- [1] Keynes J.M, *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1969 (1936).
- [2] Hicks J., « Mr Keynes and the Classics : A Suggested Interpretation », *Econometrica*, vol.5, 1937, pp.147-159.
- [3] Lange O., « The Rate of Interest and the Optimum Propensity to Consume », *Economica*, Fév., 1938, pp. 12-32.
- [4] Lecaillon J., « Marx et Keynes dans la pensée contemporaine », *Revue Economique*, 1950, pp.73-87.

- [5] Dallemagne J.L., *L'inflation capitaliste*, Paris, F. Maspero, 1972.
- [6] Barrère A., *Histoire de la pensée économique et analyse contemporaine*, Paris, Ed. Montchrestien, 2 tomes, 1974.
- [7] Robinson J., *Essai sur l'économie de Marx*, Paris, Dunod, 1974.
- [8] Segura A., « Y a-t-il une théorie keynésienne implicite de la valeur travail ? », *Economie Appliquée*, Presses ISMEA, 1991.
- [9] Poulon F., *Macroéconomie Approfondie*, Paris, Cujas 1982.
- [10] Keynes J.M., *Treatise on Money*, tomes V et VI des MacMillan-CUP, Collected Writings of John Maynard Keynes, Royal Economic Society, 1930.
- [11] Hellwig M., « The Challenge of Money Theory », *European Economic Review*, n°37, 1993, pp. 215-242.
- [12] Cartelier J., *La monnaie*, Paris, Dominos Flammarion, 1996.
- [13] Marx K., *Le Capital*. Livre 1, Editions sociales, 1977 (1867).
- [14] Benetti C., « Economie monétaire et économie de troc : la question de l'unité de compte commune », *Revue d'Economie appliquée*, n°1, 1985.
- [15] De Vroey M., « La théorie du salaire de Marx : une critique hétérodoxe », *Revue économique*, Vol. 36, n°3, 1985, pp. 451-480.
- [16] Cartelier J., « Théorie de la valeur ou hétérodoxie monétaire : les termes d'un choix », *Revue d'Economie appliquée*, n°1, 1985.
- [17] Deleplace G., « Sur quelques difficultés de la théorie de la monnaie marchandise chez Ricardo et Marx », *Economie Appliquée*, n°1, 1985.
- [18] Cartelier J., *L'économie de Keynes*, Paris, De Boeck, 1995.
- [19] Cartelier J., Frydman R. (dir.), *L'économie hors de l'équilibre*, Paris, Economica, 2001.
- [20] Julien L., « Echanges effectifs et chômage keynésien », in *L'économie hors de l'équilibre*, Paris, Economica, 2001.
- [21] Bauvert J., « L'ambivalence du concept de liquidité dans le *Treatise On Money* », *L'actualité économique*, vol. 79, n°1-2, 2003, p. 87-100.
- [22] Piluso N., « La convention financière chez Keynes », *L'Actualité Economique*, mars 2008
- [23] Piluso N., « Chômage involontaire et rationnement du crédit : une relecture de la relation salaire-emploi », *Economie appliquée*, tome LXIV, n°4, 2011, p.69-86.
- [24] Segura A., « Synthèse post-classique ou marxo-keynésienne », *Revue Française d'Economie*, 1998.
- [25] Barrère A., *Macroéconomie keynésienne*, Paris, Dunod, 1990
- [26] Woodford M., *Interest and Prices*, Princeton University Press, 2003.
- [27] Mankiw G., *Macroéconomie*, De Boeck, 2010.